COSYDEP
Sénégal

Capitalisation des Bonnes Pratiques en matière de suivi des politiques éducatives

giz Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par BMZ Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement

Suivi Citoyen de la mise en œuvre du Plan Sectoriel de l'Education du Sénégal

Villa N°6039, Sicap Liberté 6 Dakar – Email : cosydep@gmail.com – Web: www.cosydep.org
N° : 2009/14136/MINT – B.P.: 3007 Dakar Yoff - Tel: + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86

Copyright COSYDEP, Octobre 2016

Table des matières

Sigles et Abréviation.....3

Remerciements.....4

I. Présentation des Promoteurs du DISCPES (COSYDEP, BACK UP) 5

II. Contexte et Justification de l'Elaboration du Livret.....7

a. *Le DISCPES : Dispositif de Suivi Citoyen de la Politique Educative du Sénégal* 7

b. *Justificatif du livret*.....9

III. Clarification des Concepts.....10

IV. Démarche Méthodologique.....11

V. Les Défis du Suivi Citoyen des Politiques Educatives.....11

VI. Des Bonnes Pratiques et Innovations du DISCPES.....13

VII. Leçons Apprises.....21

En guise de conclusion.....22

Annexes.....24..27

Sigles et Abréviations

AFD:	Agence Française de Développement
ANCEFA:	Africa Network Campaign on Education for All
ANEF:	Assises Nationales de l'Education et de la Formation
APE :	Association des Parents d'Elèves
BACKUP :	Building Alliances, Creating Knowledge and Updating Partners
BTP :	Bâtiments et Travaux Publics
CCAP :	Contrôle Citoyen de l'Action Publique
CCONG :	Consultation Collectives des Organisations Non-gouvernementales
CL :	Collectivité locale
CNREF :	Commission Nationale de Réforme de l'Education et de la Formation
COSYDEP :	Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique
DDC :	Direction du Développement et Coopération Suisse
DPRE :	Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education
EPT :	Education Pour Tous
GCE :	Global Campaign for Education
GLPE :	Groupes Local des Partenaires de l'Education
GT8 :	Groupe de Travail des 8
IA :	Inspection d'Académie
IDEN:	Inspection Départementale de l'Education Nationale
IEF :	Inspection de l'Education et de la Formation
OCB :	Organisation Communautaire de Base
OMD :	Objectifs du Millénaire pour le Développement
ONG :	Organisation Non Gouvernementale
OSC :	Organisation de la Société Civile
PAQUET :	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence.
PAQUET-EF :	Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence pour l'Education et la Formation
PME :	Partenariat Mondial pour l'Education (GLE en anglais Global Partnership for Education)
PRDE :	Programme Régional de l'Education et de la Formation
PTF :	Partenaire Technique et Financier
RFM :	Radio Futur Média
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance

Remerciements

Nos plus sincères remerciements sont adressés à nos partenaires pour leurs appuis technique et financier constants sans lesquels ce document ne verrait pas le jour.

Nos remerciements s'adressent particulièrement :

- aux diverses institutions, structures, Organisations de la Société Civile (OSC) et personnes-ressources qui ont accepté de mutualiser leurs moyens et leur expertise pour la production du Livret. Elles ont apporté de précieuses et déterminantes contributions en matière d'information et de documentation pour la conception et la réalisation de ce Livret de capitalisation ;

- à l'initiative BACKUP qui, parce que croyant en la COSYDEP, a accepté d'être un partenaire stratégique.

I. Présentation des Promoteurs du DISCPES

COSYDEP : la transformation du système éducatif par le changement social

La Coalition des Organisations en Synergie pour la Défense de l'Education Publique (COSYDEP) est une plateforme de la société civile servant de cadre stratégique de concertation, de recherche et d'action. Elle s'investit pour influer de manière significative à la conception, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques d'éducation et de formation en vue de promouvoir le droit à une éducation publique de qualité, gratuite, inclusive et accessible à tous. Par la recherche – action, la coalition (i) alimente le dialogue autour des performances, (ii) contribue aux campagnes et concertations ; (iii) joue un rôle de veille, d'alerte, de médiation, de suivi et de proposition.

Forte d'une centaine de membres provenant de cinq catégories d'acteurs – les APE, des Organisations d'Enseignants, les Média, des ONG et OCB dans leur diversité (jeunes, femmes, personnes vivant avec handicap, …) mais aussi des chercheurs – la coalition est présente dans les 14 régions du pays. Composante nationale du réseau régional ANCEFA et du réseau international GCE, la COSYDEP est membre du Conseil d'Administration du PME et de la Consultation Collective des ONG/ UNESCO CCONG.

La COSYDEP est née pour favoriser un repositionnement stratégique des acteurs de la société civile dans les processus de politique éducative sur la base d'une action en profondeur sur les véritables goulots qui entravent la réalisation des objectifs de l'EPT dans une dynamique de crédibilité, de rigueur, de compétence et de transparence dans la gestion.

En sus de contribuer à la naissance et à la consolidation d'un espace ouvert et inclusif de débat public sur les enjeux de l'éducation, la COSYDEP mobilise les acteurs sociaux dans la prise en charge des défis liés à la réalisation du droit à l'éducation non conditionnel. « La COSYDEP joue aussi un rôle de facilitation, de résolution des crises et prend énormément d'initiatives ; elle est présente dans toutes les régions du Sénégal. La COSYDEP représente le cadre de dialogue politique qui permet à la société civile de présenter son analyse et ses propositions de la politique éducative. » (M. Djibril Ndiaye Diouf, Directeur de la DPRE/ Ministère de l'Education du Sénégal).

BACK UP ÉDUCATION : le soutien aux OSC dans la participation aux politiques sectorielles

L'Initiative allemande BACKUP pour l'éducation en Afrique (BACKUP Éducation) apporte un soutien effectif aux processus liés au Partenariat mondial pour l'éducation (PME ou GPE en anglais)[1] au niveau national et régional. Elle est un programme mis en oeuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) pour le compte du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)[2]. BACKUP Éducation, contribution allemande au Partenariat mondial pour l'éducation, est financé conjointement par le BMZ et la Direction du Développement et de la Coopération (DDC) de la Confédération suisse.

BACKUP Éducation est destiné à combler, de façon rapide et flexible, les lacunes identifiées dans les processus sectoriels liés à la demande et à la mise en oeuvre de subventions du GPE. L'initiative met particulièrement l'accent sur le renforcement des groupes locaux des partenaires de l'éducation (GLPE). A ce titre, BACKUP Éducation accorde son soutien aux activités visant à promouvoir le rôle moteur des gouvernements et la participation des organisations de la société civile dans les processus sectoriels tels que la préparation, l'actualisation, la mise en oeuvre et le suivi du plan du secteur de l'éducation ou du programme du GPE. Elle soutien particulièrement les activités contribuant à la planification et à la gestion sensible au genre et/ou sensible aux conflits et aux crises.

BACKUP Éducation encourage les coalitions nationales d'organisations de la société civile de même que leurs organisations membres et les réseaux régionaux à demander un soutien pour des activités visant à :

- renforcer la participation des organisations de la société civile en leur conférant un rôle actif au sein des groupes locaux des partenaires de l'éducation ;
- soutenir les activités de plaidoyer ;
- renforcer leur travail de lobbying par des analyses étayées, et développer les échanges sud-sud.

---

[1] Le Partenariat mondial pour l'éducation (GPE en anglais) a pour but d'assurer une éducation de qualité pour tous et de conjuguer les efforts des nombreux acteurs engagés dans l'éducation. Il offre une aide coordonnée et harmonisée, et repose sur le leadership local. http://www.globalpartnership.org/fr

[2] http://www.bmz.de/en/

II. Contexte et Justification de l'Elaboration du Livret

Dans sa nouvelle Lettre de Politique Générale pour le secteur de l'Education et de la Formation, couvrant la période 2012-2025, le Gouvernement du Sénégal vise à approfondir et à consolider les acquis de la décennie précédente, mais aussi à réajuster les options éducatives par l'articulation de ce programme aux dynamiques observées aux plans national, régional et international.

Aujourd'hui le Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Equité et de la Transparence (PAQUET), la nouvelle politique éducative, a intégré les objectifs poursuivis à travers l'EPT, les OMD, la stratégie nationale de développement économique et sociale (SNDES), qui visent entre autres, la réalisation d'une scolarisation primaire universelle, un accès équitable entre filles et garçons, la réduction de la pauvreté, la formation qualifiante des jeunes et des adultes, etc.

Ce plan sectoriel financé par l'Etat et soutenu par plusieurs PTF dont le PME, doit faire l'objet d'un suivi de la part des bailleurs et de la société civile pour une mise en œuvre efficace et efficiente au bénéfice des populations cibles.

a. *Dispositif de Suivi Citoyen de la Politique Educative au Sénégal (DISCPES)*

Au mois d'Août 2014, se sont réunis tous les acteurs du système éducatif Sénégalais pendant trois jours pour une réflexion inclusive sur l'Ecole Sénégalaise.

Le 05 Août 2015, sur la base de **trois (3) Orientations fondamentales** déduites des conclusions des Assises, le Chef de l'Etat engage le Gouvernement de la République à rendre exécutoires **Onze (11) Décisions** phares dans le sens de la mise en œuvre effective. Dans sa lancée, il annonce la mise sur pied d'un comité de suivi dans les meilleurs délais, tout en insistant sur **« la nécessité d'assurer collectivement la mise en œuvre et le suivi-évaluation des décisions »** qui venaient d'être adoptées.

La COSYDEP ayant pris une part active à ces Concertations, participation matérialisée par l'édition d'un Livre blanc en guise de contribution citoyenne en Juin 2014, s'était déjà inscrite dans cette démarche de Suivi-Evaluation.

La COSYDEP, au rang de la société civile s'investit dans le suivi citoyen des actions de l'Etat dans le domaine de l'Education.

Ainsi en partenariat avec BACK-UP EDUCATION, la coalition a mis en place un Dispositif de Suivi Citoyen des Politiques Educatives au Sénégal (DISCPES) dont les objectifs sont de :

- Sensibiliser les communautés du processus de suivi citoyen et d'évaluation des politiques éducatives ;
- Renforcer les capacités d'analyse budgétaire et de suivi des politiques éducatives des antennes régionales de la coalition, des acteurs non institutionnels et des partenaires pour un suivi efficace de la mise en œuvre du PAQUET-EF et des 11 décisions présidentielles ;
- Produire des rapports alternatifs sur la mise en œuvre des politiques éducatives ;
- Fournir une information exhaustive sur les financements reçus et leurs utilisations pour chaque PTF (Rapport de mise en œuvre périodique des plans, programmes, projets et Etats financiers par PTF).

Le DISCPES et le PAQUET nous permettent d'éviter de tropicaliser l'école en mettant la qualité en avant.

Sacoura GUEYE Inspecteur, IA Louga

Le DISCPES vient renforcer la reddition des comptes à tous les niveaux du système

Awa Wade, Secrétaire Général UDEN

b. *Justificatif du livret*

Dans le cadre des activités du DISCPES, la COSYDEP présente ce livret de capitalisation sur les bonnes pratiques en matière de suivi des engagements issus des revues sectorielles conjointes du plan national de l'éducation au Sénégal. L'objectif général est de permettre la diffusion à grande échelle (aux niveaux national, régional et international) des bonnes pratiques capitalisées et développées avec succès par la coalition dans le cadre du suivi citoyen des politiques éducatives. Ceci doit permettre d'une part la consolidation des acquis de la COSYDEP et d'autre part le renforcement de sa crédibilité et de sa légitimité aux niveaux national, régional et international dans son rôle de veille, d'alerte et de propositions en termes de suivi des politiques éducatives.

A travers ce livret, la COSYDEP valorise les bonnes pratiques issues des communautés et de leurs organisations. Cela suppose qu'elle soit à même d'assurer une bonne visibilité des initiatives, contributions à la base, en s'appuyant sur son dispositif décentralisé d'animation, de veille et d'intervention (antennes régionales).

Cette capitalisation est également l'occasion de crédibiliser le rôle de la société civile à travers son action et ses réalisations. En effet, la notoriété grandissante de la COSYDEP dans le milieu et dans le public ne donnent pas à voir l'ampleur des investissements de la coalition dans des combats cruciaux pour le droit à l'éducation, la qualité des approches ou encore la valeur des résultats obtenus, à travers ses fonctions de mobilisation, de veille, d'alerte, de suivi et d'évaluation indépendantes.

Aussi est-il d'une importance cruciale pour la coalition de recueillir et de valoriser ces bonnes pratiques et de donner à voir, de façon cohérente, le déroulé de son action en face des défis nationaux, en soulignant les innovations et bonnes pratiques. En assurant une large diffusion auprès des cibles, des décideurs et des partenaires, cette action contribuera à renforcer un partenariat indispensable au développement de politiques publiques pertinentes, efficaces et durables.

La COSYDEP, c'est veiller, alerter, en se fondant sur des données probantes

Momar Diop, Chargé du Programme DISCPES

III. Clarification de Concepts

a. Bonnes pratiques

Le terme français « bonne pratique » semble combiner les deux notions anglo-saxonnes de « best practice » et « bench marking ». Il n'a « aucune prétention à donner une solution, mais propose plutôt un éventail de possibilités pour inspirer une action adaptée à une situation précise. » (Abdoulaye Anne, *Des « bonnes pratiques » en éducation*, Juin 2003)

b. Innovations

Le concept « innovation » est souvent associé au concept de « bonnes pratiques ». Toutefois, une initiative peut être une « innovation » sans pour autant être une « bonne pratique ». Quand, dans le cadre du DISCPES, il est fait référence à l'innovation, il s'agit en fait de « l'**innovation sociale** ». Celle-ci « consiste à élaborer des réponses nouvelles à des besoins sociaux nouveaux ou mal satisfaits dans les conditions actuelles du marché et des politiques **sociales**, en impliquant la participation et la coopération des acteurs concernés, notamment des utilisateurs et usagers»[3].

On peut aussi considérer cette définition de l'AFD « Par innovation, on entend la recherche (…) de nouveaux modes d'intervention, procédés techniques, dispositifs organisationnels ou partenariats permettant de créer de nouvelles dynamiques et de jouer un rôle moteur dans un secteur précis du développement[4]. Les innovations désignent ainsi des modes d'intervention apportant une plus-value dans les procédés techniques, méthodologiques ou opérationnels déployés et susceptibles de créer de nouvelles dynamiques»

c. Contrôle citoyen de l'Action Publique

Ce concept traduit de l'anglais « social accountability » ou responsabilité sociale renvoie à toutes les initiatives prises par la société civile pour « contrôler » l'action des gouvernements et des collectivités afin de susciter chez eux un réflexe plus poussé de rendre compte.

En effet, cette approche essaie de développer des principes et des mécanismes tendant à : (i) renforcer les capacités des populations à participer, négocier et contrôler la gestion de la chose publique ; (ii) obliger les décideurs à rendre compte de leur gestion des affaires dont ils sont mandataires ; (iii) améliorer la performance des programmes grâce à une utilisation plus rationnelle des ressources et une meilleure identification des besoins et priorités.

---

[3] **Innovation Sociale : les définitions - L'Atelier** : www.atelier-idf.org/connaitre-ess/**innovation-sociale/innovation-sociale-definitions**.htm

[4] Définition de l'AFD. Cf. www.afd.fr/FISONG

Ainsi, le contrôle citoyen de l'action publique a pu être défini comme « l'ensemble des actions, mécanismes, processus mis en place par les citoyens à titre individuel ou à travers les organisations de la société civile en vue de contrôler l'action publique ou d'obliger les structures chargées de sa mise en œuvre (État, collectivités locales) à rendre compte. »

IV. Démarche Méthodologique

Pour mener le travail de recueil de données, la démarche a été inclusive, globale et participative. Le souci a été de faire en sorte que toutes les sensibilités de la coalition soient prises en charge avec une bonne lisibilité des pratiques développées au niveau des antennes régionales de la coalition.

Pour ce livret, nous avons, dans un premier, temps revu tous les rapports des quatorze (14) sections régionales de la COSYDEP. Après avoir identifié des initiatives à travers cette revue littéraire, nous avons donné la parole aux acteurs pour leurs appréciations sur les actions entreprises dans le cadre du DISCPES. Des visites de terrain ont aussi été effectuées pour constater de visu l'effet des initiatives sur l'amélioration de la qualité de l'offre scolaire et apprécier les caractères innovants. A cette occasion, des panels et entretiens individuels ont permis de préciser les éléments de l'analyse documentaire et de mieux systématiser les points de vue des acteurs sur les plus-values de l'initiative.

V. Les Défis du Suivi Citoyen des Politiques Educatives

Quel que soit le caractère désirable de la participation citoyenne, il ne faut pas passer sous silence les défis à relever pour installer une approche participative et responsable dans le suivi des politiques publiques. Le contrôle citoyen des Actions Publiques ne s'effectue pas toujours sans quelques obstacles.

Au niveau communautaire, il faut relever déjà les faibles capacités à « lire » et comprendre un budget, avec la complexité des budgets (langues, densité etc.) et le caractère peu pédagogique de leur présentation. Une fois que les citoyens sont formés à exercer leur contrôle, il n'est pas rare de les voir se heurter à l'immobilisme des autorités administratives, ou encore à la difficulté d'obtenir des informations fiables sur la passation des marchés concernant les constructions et les fournitures dans les établissements d'apprentissage.

Il s'agit d'un processus qui prend beaucoup de temps et les difficultés de mobilisation des acteurs se font jour rapidement. Les capacités techniques des collectivités locales ne sont pas toujours au rendez-vous. Il arrivait que le maire et son équipe ne soient pas imprégnés des questions d'éducation.

Un défi que les acteurs n'ont pas manqué de relever était de voir comment faire pour avoir un regard critique en tant qu'agent administratif. Il faut noter que ces défis, les tournées de sensibilisation et d'échanges avec les autorités locales et administratives et les ateliers de formations ont su les identifier. A partir de ce moment, tous les acteurs n'en ont pas seulement pris conscience mais ont essayé d'y apporter des solutions.

Le dispositif mis en place par la COSYDEP pour développer et consolider le suivi citoyen des politiques publiques est une réponse adéquate à cette problématique ; par sa démarche inclusive et participative, elle a été capable de répondre aux besoins réels des bénéficiaires.

Dans le cadre de l'exécution de leurs tâches de contrôle citoyen, les membres des antennes régionales de la COSYDEP ont pris beaucoup d'initiatives. Certaines de ces initiatives ont été des innovations et d'autres peuvent être dans le chapitre des bonnes pratiques. Les pages suivantes reviennent sur ces innovations et bonnes pratiques.

Le premier espace où doit s'ancrer une culture et des pratiques adéquates de gestion et de gouvernance inclusive, c'est l'établissement scolaire lui-même. Les structures de gestion des établissements scolaires, ouvertes aux acteurs de la communauté, ont été conçues dans ce sens, mais étaient jusque-là peu fonctionnelles.

L'une des premières taches des membres de la COSYDEP était, lors des ateliers ou dans le cadre des travaux des groupes de travail, d'élaborer des outils de contrôle citoyen et de s'approprier ceux identifiés par les responsables de structures éducatives[5].

[5] CF.Rapport atelier élaboration d'outils d'animation du fonctionnement des structures de gestion des espaces éducatifs, DISPES/COSYDEP ; 26-28 janvier 2016.

VI. Des Bonnes Pratiques et Innovations du DISCPES

Des outils pertinents pour la fonctionnalité des structures de gestion
Cf. Annexes

Parmi ces outils on peut citer :

- **Tableau d'informations sur la vie de la structure de gestion** qui traite des actions liées à l'organisation et au fonctionnement de la structure de gestion[6] ;

- **Questionnaire de collecte de données sur un organe de gestion d'une école** pour collecter des données sur le milieu et l'environnement et déterminer toutes les informations pouvant influer à la bonne marche des structures de gestion et l'école[7] ;

- **Grille de suivi et d'autoévaluation** d'un plan d'action pour suivre l'évolution et corriger au besoin le plan d'action de la structure de gestion.

Par-là, le DISCPES répond à de véritables besoins pour la fonctionnalité des structures de gestion, qui avaient été identifiés lors de programmes précédents portant sur la gouvernance scolaire.

Des instruments pour un suivi citoyen participatif efficace
Cf. Annexes

Les manquements constatés sur le budget alloué à l'éducation, les problématiques notées au niveau des organes de gestion, le déficit de transparence et de contrôle citoyen suffisent à attester de la pertinence de ce programme avec l'élaboration de ces outils pour une amélioration de la qualité de l'éducation et pour rendre plus durable le dialogue citoyen.

- **Grille d'analyse budgétaire**

Pour pallier les difficultés des citoyens et acteurs locaux à lire et comprendre un Budget, cet outil a été souhaité par les bénéficiaires et a été élaboré de façon participative avec le soutien de personnes-ressources.

- **Instrument de suivi budgétaire**

Cet outil renseignant en détail sur la (les) source(s) de financement, le type de Budget, le libellé du paragraphe, le montant du Budget Alloué, le montant des ressources (en %) du Budget Engagé, le montant du Budget Dépensé, les écarts (BA – BD), le Taux d'exécution (en %), le Mode d'exécution (BP/BE/ FACTURE/ DRP/) et les Constats, en plus d'observations générales.

6 Ce tableau renseigne sur les domaines (1) FONCTIONNEMENT (rencontres/ réunions PV/ CR), (2) GESTION RESSOURCES (Etat cotisation, Bilan mi-parcours/Caisse, Dons/subventions, Contrôle commissaire aux comptes) et (3) SUIVI EVALUATION (Productions rapports, Résultats évaluations, Exploitation boite à suggestion). 7 On y retrouve trois (3) grandes rubriques : (A) IDENTIFICATION, (B) EXISTENCE ET FONCTIONNEMENT D'UN ORGANE DE GESTION et (C) IMPLICATION DES ACTEURS

Développement de partenariats stratégiques avec les médias

Le projet DISCPES a soutenu la réalisation d'une émission hebdomadaire intitulée « En Classe », diffusée tous les lundis sur l'une des principales radios privées du pays la Radio Futur medias (RFM). Une information régulière et de qualité sur les enjeux éducatifs est mise à la disposition des acteurs et des citoyens. Avec l'appui du projet DISCPES, plusieurs thèmes ont été traités, dont ceux sur le suivi des Assises de l'éducation, la réforme des daaras[8] ; la réduction du budget des établissements scolaires, les infrastructures scolaires…

Mobilisation tous azimuts des acteurs

Le DISCPES a également donné l'occasion à la COSYDEP d'assurer l'édition de deux (2) numéros du bulletin trimestriel de la politique éducative ainsi que de suivi des recommandations des Assises est disponible.

La COSYDEP a entrepris une tournée auprès des autorités politiques et administratives. C'était l'occasion de présenter le DISCPES à ces autorités et de recueillir leurs conseils, suggestions et autres recommandations pour une orientation participative du plan national sectoriel et l'exécution efficiente du budget. Cette tournée s'est traduite sur le terrain par un appui déterminé de ces autorités ou de leurs représentants aux initiatives. C'est ainsi que :

- les préfets comme les Maires ont pris l'engagement de partager le projet avec les sous- préfets et les maires des communes rurales ;
- « plus de 75% d'entre elles se sont prêtées à l'exercice d'audition publique » organisé par les antennes régionales de la COSYDEP ;
- il y a eu des affichages du budget des établissements, surtout la contribution de l'Etat dans les établissements et même au-delà, sur les lieux publics ;
- Les autorités n'ont pas hésité à s'investir pour lever des obstacles à l'exercice du contrôle citoyen dans certaines localités.

[8]Un daara est une école où les enfants (talibé) apprennent le coran.

A propos du travail de sensibilisation et de collaboration avec les autorités :

Nous avons la charge de l'éducation. Nous avons compris qu'il fallait s'employer à rencontrer tous les acteurs pour la résolution des problèmes.

Alioune Tine, Adjoint au Maire de Diourbel, Charge de l'Education et de la Formation

Je suis heureux de travailler avec l'antenne régionale et d'avoir pris part à l'audition. publique.

Mamadou Khouma IEVS ; IA de Diourbel

Nous travaillons en intelligence avec les IA et CL à guider et influencer les politiques éducatives.

Tamba Ngom, COSYDEP de Diourbel

Nous avons la part la plus facile, le plus difficile c'est l'engagement et le temps à dévouer, de façon bénévole, à l'école et ça, vous de la société civile, vous l'avez. Je suis admiratif.

Bara Tall, Chef d'EntrepriseJLS

Ateliers régionaux de renforcement de capacités

Ce sont des ateliers de formation sur le contrôle citoyen du Plan National Sectoriel. Les participants à ces ateliers sont les membres de l'antenne régionale de la COSYDEP.

Ces ateliers ont été organisés au niveau local sous forme de session de deux jours avec trente (30) participants avec comme objectifs de :

- ✓ Renforcer la maitrise par les participants des enjeux et grandes orientations du PAQUET-EF ;
- ✓ rendre opérationnels les participants dans la collecte de données pertinentes d'analyse scientifique ;
- ✓ renforcer les capacités des participants en analyse et suivi budgétaire des politiques éducatives pour un suivi équitable et efficient, en particulier au niveau local.

Les ateliers régionaux ont offert l'espace aux IEF des départements d'apporter leur pierre à l'édifice. Les ateliers ont débouché sur les initiatives et utilisation d'outils de CCAP tels que les jurys populaires, les exposés médiatiques, le budget participatifs.

Atelier National de Renforcement sur le Contrôle Citoyen du Plan National Sectoriel

Les 22 et 23 mars 2016, les participants se sont réunis à la Résidence FETO à Nord Foire (Dakar) pour un atelier de renforcement de capacités sur l'utilisation des outils, le contrôle citoyen au niveau du suivi/mise en œuvre du plan national sectoriel et de l'exécution des budgets. Pendant deux jours, les parties prenantes ont eu 8 sessions centrées sur le thème du suivi citoyen des politiques éducatives qui a permis de faire un tour d'horizon du dispositif de suivi de la politique éducative du Sénégal.

Des innovations de taille dans les rapports entre acteurs pour la redevabilité, la transparence et la gestion participative

Mise en place d'un Mécanisme de contrôle citoyen

Le mécanisme de contrôle citoyen est basé sur les bonnes pratiques identifiées et intégrant le Budget Participatif, l'Audit Blanc, le MPP, la Parole aux Elus et la Certification Citoyenne avec pour chaque volet l'indication des responsables, cibles et modalités de mise en œuvre.

Ce modèle a été élaboré en collaboration avec les personnes ressources parmi les experts et les animateurs des organisations de la société civile expérimentées dans le contrôle citoyen, et avec la collaboration des membres des antennes régionales et des institutions académiques impliquées dans le projet.

Le dispositif d'audition publique de managers de centres de responsabilité (voir page suivante) n'est pas une fin en soi ; au-delà de ses apports spécifiques, il ouvre un processus important à travers :

- **la mise en place d'un cadre de veille et de contrôle citoyen ;**
- **la production d'un rapport périodique sur l'état d'exécution des engagements pris par l'autorité.**

Mise en place d'un Groupe de Travail (GT8) national et de groupes locaux de travail de préparation scientifique et sociale

Ce groupe est composé de 08 experts aux compétences complémentaires. Au niveau des 14 régions, il est aussi procédé à la mise en place et à l'animation de groupes de travail de préparation scientifique et sociale des revues sectorielles. Ces groupes composés de plusieurs spécialistes dans le domaine de l'éducation ont pour mission de collecter des informations auprès de différentes cibles afin de faire le point sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la dernière revue annuelle du PAQUET-EF au niveau local.

Dans les groupes de travail chacun vient avec ce qu'il sait le mieux faire.

Cheikh Mbow, Coordonateur National **COSYDEP**

Ces groupes de travail ont été déterminants pour le déroulement ou la réussite de certaines initiatives telles que : la journée sur l'Education des filles avec des femmes modèles, l'organisation de miss sciences et miss mathématiques et la redynamisation des « Bureaux-Genre » dans les IEFs. Mais c'est surtout une innovation importante comme le dispositif permettant d'allier à la fois l'expertise et la participation locale dans la collecte de données, le suivi des politiques et l'élaboration de propositions alternatives.

Tournées de sensibilisation auprès des acteurs

Les antennes régionales ont eu à effectuer des visites auprès des autorités locales administratives et académiques ainsi que les collectivités locales de la région pour leur présenter le DISCPES et recueillir leurs conseils, suggestions et autres recommandations. Ces tournées ont été combinées de campagnes de sensibilisation et d'information à l'endroit des chefs d'établissements.

A la suite de ces visites, les autorités locales ont signé des lettres d'engagement. Ainsi acceptent-elles de travailler avec la COSYDEP dans un esprit de partenariat inclusif et participatif et de faciliter la collecte d'information aux membres de la COSYDEP en remplissant les questionnaires qui leur sont soumis.

Quand vous demandez notre engagement à promouvoir un partenariat démocratique et inclusif avec les composantes de la communauté éducative pour la réussite des réformes et autres innovations tel le PAQUET-EF c'est plaider notre propre cause et celle de la communauté scolaire dans son ensemble.

Secrétaire Général IA Fatick

Les autorités administratives ont dans certaines zones offert d'organiser des CDD[9] autour du PAQUET-EF et des initiatives de la COSYDEP tandis que les IA ont jugé nécessaire d'intégrer le planning de l'antenne régionale dans le Plan d'Action Annuel de l'IA pour un meilleur suivi et encadrement.

Les autorités locales sont tenues d'accompagner de telles initiatives allant dans le sens de la prise en charge des questions éducatives et nous sommes prêts à accompagner et d'être à côté de l'antenne régionale pour le bon déroulement des activités prévues.

Mme Aida Diouf, 1e Adjoint au Maire de Fatick

[9]Un daara est une école où les enfants (talibé) apprennent le coran.

Elaboration d'un Rapport Alternatif

La mise en place de groupe de travail au niveau local, le GT8, le renforcement des capacités des membres des antennes régionales, les efforts d'équipement de ces antennes en matériel et les démarches de collecte de données par ses membres ont rendu possible la production de rapports alternatifs au niveau local. Ces rapports sont beaucoup appréciés par les acteurs de l'éducation.

Son processus a été marqué par la définition d'une Stratégie de collecte de données pour le suivi des Recommandations de la Revue sectorielle du PAQUET EF et des conclusions des Assises nationales de l'éducation, avec élaboration d'un questionnaire pour le niveau décentralisé et un Guide d'entretien pour le niveau national.

Le rapport dit Alternatif produit par la COSYDEP est un document d'une haute valeur.

Kabiné Diané, LA Kolda

Le GLPE

Le Partenariat mondial fonctionne à deux niveaux : au plan national et au plan mondial. Au plan national, le Groupe local des partenaires de l'éducation (GLPE), composé des acteurs nationaux et des Partenaires techniques et financiers, joue un rôle primordial dans le processus partenarial. Le partenariat est fondé sur le principe du soutien collectif à un processus unique dans le but de concevoir, d'approuver et d'exécuter le plan sectoriel de l'éducation. Les autorités nationales ont la responsabilité de diriger le processus ; les Partenaires travaillent avec elles dans l'élaboration, le suivi et l'évaluation du plan sectoriel de l'éducation.

Au niveau national une proposition intitulée « cadre partenarial entre le gouvernement du Sénégal et les partenaires de l'éducation et de la formation », concernant le dialogue politique et le processus d'harmonisation des appuis au plan sectoriel de l'éducation a été soumise à la dernière revue. Toutefois les conditions d'un dialogue approfondi n'étaient pas réunies.

La note de cadrage précise que le GLPE « a pour mission d'orienter, de superviser et de valider les documents produits dans le cadre du processus ». Par ailleurs le souci de mettre en place le GLPE a été pris en compte par l'équipe technique sectorielle lors de sa séance de janvier 2016 sur la mise à jour du PAQUET. Il est important de souligner que les dispositifs de dialogue politique existants font partie intégrante du GLPE. Il s'agit des tables de concertation entre le secteur de l'éducation et de la formation avec les élus locaux d'une part, la société civile d'autre part ainsi que celle avec les partenaires techniques et financiers. Seule une évaluation du dispositif avec les PTF a été réalisée.

A ce jour, le GLPE n'est pas encore mis en place. La recommandation forte est de mettre en place le GLPE dans les plus brefs délais.

Autres Initiatives heureuses

Le DISCPES offre des espaces d'échanges. Dans le cadre de ces échanges, il a été suggéré que la prochaine revue du PAQUET-EF gagnerait à intégrer les résultats issus des interventions des partenaires pour avoir la situation réelle du sous-secteur. C'est ce que COSYDEP Thiès a compris en procédant à une visite du chantier de rénovation de l'école Moundiaye Thiaw du quartier Takhikao. Cette rénovation est à l'initiative d'un citoyen, entrepreneur connu dans le secteur du BTP[10] .

Souvent quand on parle de suivi on ne pense qu'aux initiatives de l'Etat, pendant ce même temps, il y a des citoyens qui entreprennent de contribuer à la mise en place d'infrastructure scolaire. De ce fait nous gagnerions aussi à intégrer ces initiatives dans nos activités de suivi.

Abdou Kane Mbodji, Coordonnateur Départemental **COSYDEP** *Thiès*

Des membres de la **COSYDEP** *en mission de visite de chantier*

[10]Un daara est une école où les enfants (talibé) apprennent le coran.

VII. Leçons Apprises

La démarche inclusive et participative est très déterminante non seulement dans la recherche de solutions aux problèmes qui ont été identifiés ensemble mais cela facilite le contrôle citoyen.

TambaNgom, Coordinateur
COSYDEP *Diourbel*

La communauté quand elle sait, elle ne pose pas de problèmes.Malheureusement quand elle ne sait pas, elle creuse là où il y a la mauvaise graine. Il est donc important d'impliquer tout le monde. Les auditions publiques offrent cette opportunité.

De façon plus spécifique on retiendra que les outils de facilitation de la participation citoyenne dans le suivi du plan sectoriel doivent être démultipliés et mieux promus. Elles ont constitué :

• une opportunité pour les porteurs d'obligation de rendre compte à la communauté de leur gestion ;

• une forme accessible et dynamique d'évaluation participative des politiques publiques.

De ce fait :

• les populations sont informées de l'état d'exécution du budget ;

• l'autorité prend en compte des attentes et des appréciations des populations ;

• l'autorité prend des engagements sur les thématiques clés, qui feront l'objet d'un suivi citoyen.

Une autre plus-value du DISCPES réside dans l'innovation à la fois sociale et institutionnelle qu'a constitué **le processus de création de pôles locaux d'expertise en matière de définition, de mise en œuvre et d'évaluation des politiques publiques éducatives** pour contribuer à la préparation de la revue sectorielle.

Par ailleurs, avec le GT8 et les ateliers multi-acteurs qui ont jalonné le processus, le DISCPES a permis une heureuse **articulation des savoirs experts avec les points de vue des citoyens** pour formuler un diagnostic et des recommandations concernant la mise en œuvre des politiques publiques.

Pour attester de la réalité des progrès dans le secteur, tout comme pour saisir les besoins éducatifs réels des communautés, l'exercice d'**élaboration d'un rapport alternatif** n'a pas son pareil. Dans le DISCPES, ce processus s'est déroulé de façon à assurer une indépendance des points de vue des acteurs de la société, tout en bâtissant des liens constructifs avec les acteurs des institutions. L'effort qui a été fait à ce niveau pour une collecte rigoureuse des données sur le terrain, à côté de l'exploitation des ressources documentaires, a été déterminante pour faire de ce processus **un temps fort pour le renforcement des capacités des acteurs locaux pour une participation de qualité au dialogue politique sur l'éducation.** Ceci a également induit un renforcement de la crédibilité de la COSYDEP.

Des acteurs de l'éducation à Diourbel en séance de travail
(Mairie, IEF et COSYDEP)

En guise de conclusion

Dans le cadre du développement des politiques liées à l'éducation au niveau international, il devient impératif de renforcer les capacités stratégiques, opérationnelles et financières des OSC afin **que les financements alloués aux Etats dans le cadre du PME atteignent leur niveau maximal d'efficacité et de pertinence et que les fonds soient utilisés là où c'est le plus pertinent et à effets durables.**

En effet, à travers le DISCPES :

- les OSC sont devenues plus aptes à assurer un suivi budgétaire citoyen, participatif et effectif à toutes les échelles ;
- les auditions publiques sur la gouvernance des ressources deviennent un exercice ordinaire et régulier de reddition de compte ;
- le partenariat et le dialogue entre les parties prenantes du système éducatif est renforcé.

Le DISCPES en Chiffres

→ **06** outils d'animation et de fonctionnement des structures de gestion des espaces éducatifs élaborés

→ **05** instruments d'analyse budgétaire et de suivi citoyen participatif produits

→ **01** dispositif d'audition publique des managers de centre de responsabilité mis en place

→ **55** autorités locales académiques, politiques et administratives engagées pour un partenariat inclusif

→ **14** coordonnateurs régionaux et 16 membres de la coalition renforcés en suivi citoyen participatif du plan sectoriel et de l'exécution des budgets

→ **280** membres des groupes de travail locaux renforcés sur le processus de revue sectorielle conjointe

→ **01** livret de capitalisation de bonnes pratiques en matière de suivi de la mise en œuvre de la politique éducative produit

→ **01** film vidéo sur les innovations sociales et techniques réalisé

→ **192** émissions radio intitulées « En Classe» diffusées

→ **14** documents de proposition des antennes régionales produits

→ **01** rapport alternatif national de suivi citoyen sur la mise en œuvre du plan national sectoriel et l'exécution des budgets produit

Quand la base s'exprime et formule des recommandations pour la revue sectorielle

Les ateliers organisés ont permis d'analyser de façon globale le système éducatif en se fondant sur des thématiques différentes de sorte à fournir des données et des statistiques fiables variées sur la situation de l'Education au Sénégal. Chaque région ayant abordée la question sous un angle précis selon la distribution suivante :

1. Education de base & enseignement primaire : Matam, Fatick, Tamba ;
2. Enseignement secondaire & Daaras : Diourbel, Louga, Kaffrine ;
3. Formation professionnelle et Artisanat & Education spécialisée : Thiès, Dakar ;
4. Enseignement supérieur : St Louis, Kaolack, Ziguinchor ;
5. Education inclusive & genre : Kédougou, Kolda, Sédhiou.
   A la fin de ses travaux, chaque antenne a rendu disponible un document de proposition en vue des prochaines revues.

ANNEXE 1 **INSTRUMENT DE SUIVI BUDGETAIRE**

Identification :

Structure : ……Contact (adresse -Téléphone et Email) : ……
Responsable : ……Contact (Téléphone et Email) : ……
Date d'administration : …… Suivi effectué par : ……
Chapitre :……Numéro carnet d'engagement……

N°	Source de financement	Type de Budget	Libellé	Paragraphe	Budget Alloué (%)	Budget Engagé	Budget Dépensé	Ecart (BA – BD)	Taux d'exécution (en %)	Mode d'exécution (BP/BE/ FACTURE/DRP/)	Constat (Insuffisant / Suffisant/A supprimer)

Observations générales

……
……
……

ANNEXE 2 **TABLEAU D'INFORMATION SUR LA VIE DE LA STRUCTURE DE GESTION DE L'ECOLE**

IA: …….. **IEF :** ……..

Collectivité locale:…… **Etablissement** : ……

Statut établissement …… **Année scolaire**……..

FONCTIONNEMENT		GESTION RESSOURCES				SUIVI EVALUATION		
rencontres/ réunions	PV/ CR	Etat cotisation	Bilan mi parcours Caisse	Dons subventions	Contrôle commissaire aux comptes	Productions rapports	Résultats évaluations	Exploitation boite à suggestion

ANNEXE 3 **Grille de suivi et d'autoévaluation d'un plan d'action**

ACTIVITES	RESPONSABLE	ETAT D'EXECUTION			BUDGET PREVU	BUDGET REALISE	ECART BUDGETAIRE	COMMENTAIRES
		Non réalisé	Réalisé					
			Achevé	En cours				

Recommandations générales

……
……

Mecanisme de controle	Responsables	Cibles	Modalites de mise en œuvre				
Budget participatif	Conseil / comite du budget participatif	Delegues de quartier et conseillers municipaux	Préparations	Organisation	Priorisation des besoins	Appropation du budget	Mise en place d'un comité de suivi et de contrôle
Audit blanc	Societe civile	Conseillers municipaux	Atelier de partage et validation des outils	Mise à disposition des actes et dossiers	Contrôle propement dit	Notation recommentation	Diffusion de la note aux populations
Mpp	Ard /ong/societe civile	Conseillers municipaux	critéres de performance	Partages des critéres	Administration des questionnaires	Traitement des questionnaires	résultats et recompense des cl performantes

Annexe 4

Questionnaire de collecte de données sur un organe de gestion d'une école

Fiche N°…….. Date……

IDENTIFICATION		
	Région :	Département :
	Commune :	Quartier/village :
	Nom de l'école :	
	Prénoms et Nom de l'enquêté :	Fonction :
		Contact :
	Enquêteur :	Contact :
EXISTENCE ET FONCTIONNEMENT D'UN ORGANE DE GESTION		
1	Votre établissement, dispose-t-il d'un organe de gestion ?	Oui ☐ Non ☐ ne sait pas
2	Si oui depuis quand ? si non pourquoi ?	
3	Quels sont les membres qui composent votre organe ?	
4	Les membres de l'organe ont-ils bénéficié d'une formation ?	
5	Quelle est la durée de leur mandat ?	
6	Qui convoque les réunions ?	
7	Quelle est la périodicité des rencontres de votre organe ?	
8	Votre organe dispose t-il d'un plan d'action et d'un compte bancaire ?	
9	Comment faites-vous le suivi des décisions prises ?	
10	Les informations sur l'organe sont elles portées à la connaissance de la communauté ?	
IMPLICATION DES ACTEURS		
11	Quelles sont les relations entre le directeur / chef d'établissement et les membres de l'organe ?	
	Quelles sont les associations existantes et les partenaires intervenant dans la zone ?	
	Les acteurs et les partenaires s'impliquent –ils dans la mise en œuvre des décisions prises par l'organe ?	
12	Quels sont les activités et actions entreprises par votre organe ?	
13	Quels sont les impacts de ces actions dans l'amélioration de la qualité et la gestion de l'école ?	
14	Y a-t-il des difficultés dans le fonctionnement de votre organe ?	Oui ☐ Non ☐
15	Si oui lesquelles ?	
16	Les membres sont –ils conscients de ces difficultés ?	Oui ☐ Non ☐
17	Quelle(s) solution(s) préconisez-vous pour un meilleur fonctionnement ?	
	Recommandations et autres commentaires	

Annexe 5 SHEMATISATION DU DISPOSITIF DAUDITIONPUBLIQUE

1. Mise en place Comité d'Organisation (CO)

Chaque antenne régionale de la COSYDEP a mis en place un comité d'organisation (CO) composé d'acteurs significatifs dans la localité. Le CO a en charge, la préparation, l'organisation et l'évaluation de l'audition publique ; il rend compte à la Coordination régionale avant transmission à la Coordination nationale.

2. Mise en place Commission d'Audition (CA)

Pour chaque audition publique, il est mis en place une commission d'audition (CA) qui prépare l'ordre d'interpellation.

3.Choix des problèmes prioritaires à résoudre

Les problèmes, objets de l'audition publique dépendent des résultats de la collecte des données au niveau des structures visitées.

4. Choix des Orateurs

Ils sont choisis en fonction de leur niveau de responsabilité : Président de Conseils départementaux, Maires, IA, IEF, Chefs d'établissements, Directeurs, Présidents APE, Présidents GS, PTF …). C'est une opportunité pour les Exécutants de rendre compte à la communauté de leur gestion.

5. Audition publique

Les orateurs présentent les problèmes comme ils les perçoivent avant d'être soumis aux questions de la commission d'audition en présence d'un public.

a.Introduction générale de la problématique

b.Présentation de la situation par chacun des orateurs

c.Questions/Interpellations

d.Réponses aux questions/ Interpellations

6. Synthèse et recommandations

Annexe 6

DPRE / MINISTERE DE L'EDUCATION : le management stratégique de la Réforme

lLa Direction de la Planification et de la Réforme de l'Education

a comme missions

la collecte, le traitement et la publication des données statistiques relatives au système éducatif ainsi que la réalisation des études nécessaires permettant la définition des orientations et des objectifs de la politique d'éducation et de formation;

l'élaboration et la mise à jour de la carte scolaire des différents ordres denseignement;

les analyses sur les coûts et le financement de l'éducation ;

l'élaboration et la mise en œuvre du plan de communication du Ministère, l'aide à limpulsion et au développement de l'appui de tous les partenaires du système éducatif,

la mise en place des tables de concertation régionales et locales.

Enfin, elle a la responsabilité de la coordination et de la mise en œuvre du Programme d'amélioration de la qualité, de l'équité et de la transparence de l'éducation et de la formation (PAQUET-EF) en liaison avec les différents centres de responsabilité

Annexe 7

Coalition des Organisations en SYnergie pour la Défense de l'Education Publique
Pour une Education Publique de Qualité, Gratuite et Accessible

Antenne régionale de Fatick: tel : 776497702 -----775504548

ENGAGEMENT

P84

Je soussigné(e) Souleyman Diaw
Gouverneur de la Région de Fatick
m'engage à promouvoir un partenariat démocratique et inclusif avec l'ensemble des composantes de la communauté scolaire pour la réussite des réformes et autres innovations scolaires.

Fait à Fatick, le 22 janvier 2016

Le Gouverneur

COSYDEP Sénégal

giz Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par BMZ Ministère Fédéral de la Coopération économique et du Développement

Villa N°6039, Sicap Liberté 6 Dakar – Email : cosydep@gmail.com – Web: www.cosydep.org
N° d'enregistrement : 2009/14136/MINT – B.P.: 3007 Dakar Yoff – Fax: +221 33 824 13 63 – Tel. + 221 33 827 90 89 / +221 77 631 18 86

DISCPES

FICHE D'ENGAGEMENT DES AUTORITES ADMINISTRATIVES, ACADEMIQUES ET DES PARTENAIRES DE TAMBACOUNDA

Departement de koumpentoum

Autorités et Partenaires	Engagement	Emargement
Préfet	Je m'engage à soutenir le COSYDEP dans l'exécution de ses activités	
Président du conseil départemental	Je m'engage aux côtés de la COSYDEP	
Maire	Je m'engage à soutenir le COSYDEP pour exécuter ses programmes	
IEF	Je m'engage à soutenir la COSYDEP dans l'exécution de ses activités	
UDAPE	Je suis avec la Cosydep de Koumpentoum/Tamba	
CODEC	Je m'engage aux côtés de la COSYDEP	
CODEPE (Petite Enfance)	Je m'engage aux côté de la COSYDEP	
Presse (Radio)	Avec la COSYDEP Je m'engage	
COLLECTIF DES CHEFS D'ETABLISSEMENTS	Je suis avec la COSYDEP	
Les Syndicats	Avec la Cosydep, Je suis	

Inspecteur d'Académie de la Région de Tambacounda
I.A.E.F.
KOUMPENTOUM

CONTRIBUTION DE LA COOPERATION ALLEMANDE POUR LA COSYDEP
AU PROGRAMME « DISPOSITIF DE SUIVI CITOYEN DE LA POLITIQUE EDUCATIVE AU SENEGAL».

Le programme a couvert la période du 1er juin 2015 au 30 septembre 2016, suite de la proposition de financement soumise en novembre 2014. Dans le cadre de l'Initiative allemande BACKUP pour l'éducation en Afrique (BACKUP Éducation), la contribution a soutenu une participation citoyenne pour une gouvernance inclusive et efficace, à toutes les échelles, en vue d'un monitoring pertinent et responsable des engagements issus des revues sectorielles conjointes du plan national de l'éducation au Sénégal.

Durant la période couverte, la contribution de BACK UP a permis de produire un Rapport Alternatif national de suivi citoyen sur la mise en œuvre du plan national sectoriel et l'exécution des budgets ; ceci après la mise en œuvre des activités suivantes :

1.	Rencontre d'harmonisation avec les superviseurs et les coordonnateurs des antennes régionales.
2.	Elaboration d'outils d'animation du fonctionnement des structures de gestion des espaces éducatifs
3.	Tournée d'échanges au niveau des 14 régions auprès des autorités locales décentralisées / déconcentrées ainsi que des partenaires du secteur sur les enjeux d'un partenariat démocratique et inclusif
4.	Réalisation d'un livret de capitalisation des bonnes pratiques développées par les communautés et leurs organisations
5.	Réalisation d'un film vidéo sur les bonnes pratiques développées par les communautés et leurs organisations
6.	Sponsoring d'une émission radio / TV à grande écoute / audience
7.	Elaboration et mise à jour d'outils sur l'analyse budgétaire, les instruments de suivi citoyen participatif, les dispositifs d'audition publique.
8.	Renforcement des antennes régionales et locales sur l'utilisation des outils, le contrôle citoyen au niveau du suivi/mise en œuvre du plan national sectoriel et de l'exécution des budgets
9.	Tournée de rencontre des autorités gouvernementales / locales pour l'orientation participative du plan national sectoriel et l'exécution efficiente du budget
10.	Mise en place et animation d'un Groupe de travail de préparation scientifique et sociale des revues sectorielles
11.	Renforcement de capacités des antennes régionales et des groupes de travail de préparation scientifiques sur les revues sectorielles conjointes
12.	Elaboration d'un document de propositions à l'occasion de la revue sectorielle conjointe menée par le Ministère en coopération avec les partenaires techniques et financiers et de la société civile
13.	Production d'un rapport national alternatif de suivi citoyen sur la mise en œuvre du plan national sectoriel et l'exécution des budgets

COSYDEP
Sénégal

giz Deutsche Gesellschaft Für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Mandaté par BMZ Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement